

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 07/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAZECHIM

15 rue Henri Brisson
BP 405
34500 Béziers

Références : UID4243-EAR-23-397
Code AIOT : 0006103326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement GAZECHIM implanté l'île berthier - 56 Quai de Pincourt 42300 Roanne. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZECHIM
- l'île berthier - 56 Quai de Pincourt 42300 Roanne
- Code AIOT : 0006103326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le dépôt GAZECHIM de ROANNE est un centre de stockage et de transit de bouteilles de gaz diverses (Chlore, SO₂, ammoniac, fluides frigorigènes..). Il assure également le transit des déchets de fluides frigorigènes avant régénération.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites inspection 2019
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	procédure	AP Complémentaire du 10/01/2000, article 6.2.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	entretien et suivi détaillé des capteurs de chlore	AP Complémentaire du 10/01/2000, article 6.2.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	disconnexion	AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	plan des réseaux	AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.3	Sans objet
3	analyses des eaux pluviales	AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.4.2	Sans objet
5	rétenion	AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.6.2	Sans objet
7	volume d'activité	AP Complémentaire du 14/11/2019, article 1.2.1	Sans objet
8	utilisation de TRACKDECHETS	Code de l'environnement du 04/12/2023, article R. 541-45	Sans objet
9	filières d'élimination	AP Complémentaire du 10/01/2000, article 5.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyseur de gaz devra subir son contrôle semestriel sous un mois.
La tuyauterie d'alimentation en eau de la cuve de soude devra être démontée sous trois mois.
Un affichage de l'implantation des capteurs devra être réalisé à proximité de la centrale d'alarme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : procédure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2000, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation fait l'objet de consignes écrites, mises à la disposition des opérateurs. Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opération d'entretien).
Constats : En 2019, il avait été demandé à l'exploitant d'établir une procédure à mettre en œuvre en cas de perte d'électricité (et donc en l'absence de détection automatique). En cas de perte d'électricité, la société de surveillance est alertée de la même manière qu'en cas de détection de gaz. Elle dispose d'une liste d'appel dont le premier numéro est Monsieur LAIB (responsable du dépôt de Roanne). Il se déplace alors sur site. Il dispose d'un détecteur portable de type dragger. Dans les faits la démarche est réalisée, mais aucune procédure ne trace ce type de contrôle, les EPI à utiliser, ou la fréquence de son contrôle. Il convient donc d'inviter l'exploitant à formaliser cette procédure de manière écrite, et de l'annexer à leur plan de sécurité du site. Cette mise à niveau devra être effectuée sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
Prescription contrôlée : les réseaux de collectes des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.
Constats : Le plan de réseau a été mis à jour en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : analyses des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Prescription contrôlée : les caractéristiques des rejets de chacun des principaux polluants doivent être inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux constituant l'annexe 2 du présent arrêté.
Constats : Les analyses d'eaux pluviales ont été effectuées à fréquence annuelle depuis 2020. Les résultats d'analyses sont conformes à l'arrêté du 2 février 1998.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : entretien et suivi détaillé des capteurs de chlore

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2000, article 6.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés par sondage. Aucun défaut de visite périodique n'a été identifié. Les détecteurs de chlore sont suivis tous les 6 mois, comme sur l'ensemble des sites du groupe. Il a pu être constaté le respect de la fréquence concernant les capteurs fixes, par contre l'analyseur de gaz portatif de type DRAGGER n'a pas été contrôlé en septembre suivant la fréquence prévue par le concepteur. Ce détecteur de gaz devra être contrôlé sous un mois. L'exploitant est invité sous un mois à afficher un plan de localisation des capteurs gaz à proximité de la centrale d'alarme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention...
Constats : La cuve de soude du laveur de gaz est sur rétention. La mise à niveau de cette cuve se fait de façon très peu fréquente (la dernière en 2019). le GRV est apporté par chariot à proximité de la cuve, et élevé afin que le remplissage se fasse de façon gravitaire. Le GRV ne peut basculer des fourches du chariot de par la conception même du GRV. En cas d'égouttures de l'absorbant est disponible à proximité. L'exploitant dispose également d'un tapis permettant de boucher la grille d'eau pluviale la plus proche. Lors de la mise à niveau le responsable du dépôt a expliqué approcher le dispositif mais ne l'utiliser qu'en cas de problème. La mise à niveau se réalisant toujours sous surveillance, cette façon de procéder semble acceptable. La cuve est également munie d'un indicateur de niveau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : disconnexion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2000, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, disconnexion
Prescription contrôlée : en cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion
Constats :

La cuve de soude du laveur de gaz est équipée d'une canalisation d'arrivée d'eau (vraisemblablement) qui n'est plus du tout utilisée. Il convient de la supprimer de façon définitive afin d'éviter toute contamination du réseau. L'exploitant s'est engagé à réaliser cette opération très rapidement. Sans information avant fin mars 2024, sur la suite donnée à cette remarque un arrêté de mise en demeure sera proposé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : volume d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, classement
Prescription contrôlée : tableau de classement état des stocks
Constats : L'exploitant a été en capacité de sortir de façon très rapide un état des stocks complet. Étaient présents: Rubrique 2718-1 (déchets): 112 kg pour 49 t autorisées Rubrique 4710-1(chlore) : 2, 843t pour 7 t autorisées Rubrique 4735-2b (ammoniac) :1,982t pour 5 t autorisées Rubrique 4130-3b (SO2): 1,95 t pour 2 t autorisées Rubrique 1185-3-1b (fluides frigorigènes): 14,361t pour 40 autorisées Rubrique 4718: 0, 544t (en dessous du seuil de classement 6t) Les quantités sont conformes à l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : utilisation de TRACKDECHETS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2023, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant utilise TRACKDECHETS, et rencontre quelques difficultés: - certaines bouteilles contenant des fluides frigorigènes (déchets) arrivent sans BSD. - certains producteurs ont plusieurs clients dans une même bouteille, - les contrôles faits par les transporteurs au moment de la prise en charge sont trop légers et la livraison n'est pas en cohérence avec les bordereaux émis. L'exploitant met à l'écart toutes les bouteilles posant soucis et régularise cela par la suite

avec le producteur. Ces opérations sont assez lourdes pour ce dépôt. Une personne gère toute cette partie administrative et semble bien connaître l'outil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : filières d'élimination

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2000, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : connaissance des filières d'élimination
Constats : L'exploitant connaît les filières d'élimination auxquelles il fait appel dans la mesure où l'ensemble du cycle (du conditionnement à la régénération) peut être assuré par le groupe GAZECHIM sur les différentes implantations du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite